

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA PLANIFICATION

INSTITUT TUNISIEN DE LA COMPÉTITIVITÉ
ET DES ÉTUDES QUANTITATIVES

TABLEAU DE BORD DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

A O Û T 2 0 2 6

Élaboré par :

Safa MKAOUER

Direction Centrale
des Études Économiques



ITCEQ

www.itceq.tn

POINTS CLÉS DE LA CONJONCTURE



Un taux de croissance de 2.3 % en glissement annuel au cours du deuxième trimestre 2026.



Diminution du taux de chômage au cours du deuxième trimestre 2026, à 14.9 % contre 15 % au cours du trimestre précédent.



Reprise à la hausse du taux d'inflation en août 2026 à 5.4 % contre 5.1 % en juillet 2026.



Décélération du cours moyen du Brent en juillet 2026 pour atteindre 83.9 \$ contre 84.4 \$ au mois de juin et 103.7 % en Mai 2026.



Accroissement du volume des intentions d'investissement industriels de 10.8 % au cours des 6 premiers mois de l'année 2026 par rapport à la même période de 2025.



Aggravation du déficit commercial au cours des six premiers mois de 2026 de 27 % par rapport à la même période de 2025, débouchant sur une dégradation du taux de couverture, à 73,4 %, contre 76,2 %.



Appréciation du Dinar par rapport au dollar des E.U valant 2.913 DT en août 2026 contre 2.954 DT un mois auparavant et ce, contre une dépréciation face à l'euro en affichant une parité 3.385 DT en août 2026 contre 3.374 DT en juillet 2026.



Augmentation du taux du marché monétaire (TMM) à 7 % en août 2026, après une stagnation durant les six premiers mois de la même année à 6.99 %.



Repli en août 2026 des deux principaux indices de la Bourse de Tunis, Tunindex et Tunindex20, respectivement de 3,2 % et 3,5 %.



Atténuation du déficit budgétaire en 2025, à 8975.1 MD contre un déficit de 10090.7 MD enregistré en 2024.

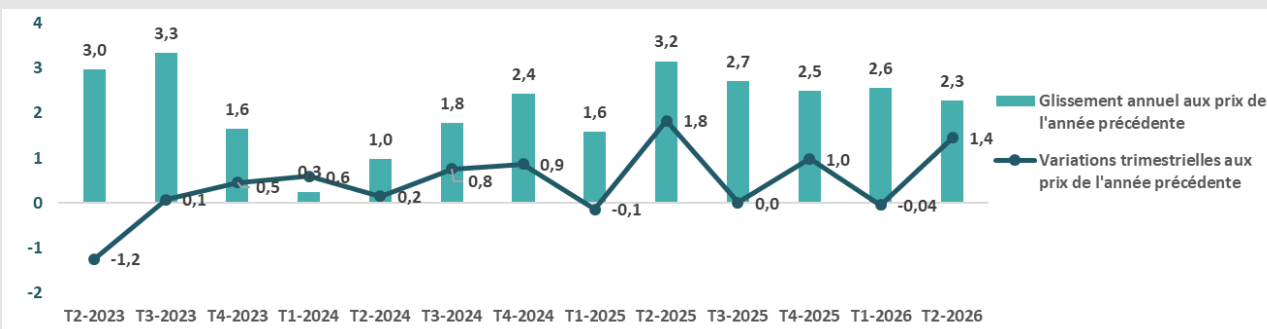
Table des matières

	POINTS CLÉS DE LA CONJONCTURE	2
I/	PRODUCTION	4
	Évolution du PIB trimestriel (en %)	4
	Secteur de l'énergie et mines	4
	Production de phosphate	4
	Le solde énergétique primaire	5
	Indice de production industrielle (IPI)	5
II/	INVESTISSEMENT	6
	Les intentions des investissements industriels	6
	Les investissements réalisés	6
	Approbations des investissements agricoles	6
	Investissements directs étrangers	6
III/	CHÔMAGE	7
IV/	LES PRIX	7
	Le niveau d'inflation	7
	Contribution sectorielle à l'inflation	8
	Produits Phares	9
	Indice de prix de l'immobilier	9
	Prix des matières premières	9
	Cours des Céréales	10
	Cours du Sucre	11
	Prix d'Huile d'Olive Extra Vierge	11
V/	BALANCE DES PAIEMENTS	12
	Solde de la Balance courante	12
	Commerce extérieur	12
	Les échanges des biens	12
	Recettes touristiques	13
	Evolution des revenus du travail	13
	Les opérations financières	14
	Les avoirs nets en devises	15
VI/	MONNAIE	15
	Marché monétaire	16
VII/	CHANGE	16
VIII/	MARCHÉ FINANCIER	17
	Tunindex et Tunindex20	17
IX/	FINANCES PUBLIQUES	18

I/ Production

L'économie tunisienne a enregistré une croissance de 2.3 % au deuxième trimestre de 2026 par rapport à la même période de 2025 (en glissement annuel). En termes de variation trimestrielle, l'économie tunisienne a enregistré une progression de 1.4 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent.

Évolution du PIB trimestriel (en %)



Source : INS

Cette croissance a été principalement soutenue par le secteur des services, qui a enregistré une progression de 1.9 % au cours du trimestre sous revu. Cette dynamique s'est toutefois accompagnée d'un ralentissement dans les services de transport, dont le rythme de croissance est revenu à 1.7 %, contre 2.2 % au trimestre précédent. En revanche, les activités d'information et de communication se sont légèrement accrues, affichant un taux de 3.5 %, contre 3.4 % au premier trimestre.

Dans le secteur industriel, la production manufacturière a progressé de 0.9 %. Cette évolution a été soutenue notamment par la forte hausse de l'activité de raffinage du pétrole, ainsi que la progression du secteur de l'hébergement et de la restauration à 4.6 %.

En revanche, certaines branches ont enregistré un retournement de tendance. La distribution ainsi que la production d'électricité et de gaz ont diminué de 0.5 %, après une croissance de 5.8 % au trimestre précédent. De même, le secteur minier s'est contracté de 9.6 %, après une progression de 3.5% au trimestre précédent. La baisse de l'activité dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel s'est infléchie passant de -6,7 % à -1,1 %, traduisant une nette atténuation du rythme de contraction.

En termes de variation trimestrielle, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une progression de 1.4 %, après une contraction au trimestre précédent. La reprise est principalement portée par le rebond de l'industrie manufacturière, de la construction et de l'énergie, ainsi que par l'amélioration de plusieurs activités de services, notamment le transport, l'hôtellerie-restauration et les TIC. Le redressement des industries chimiques, mécaniques et électriques et des matériaux de construction est également particulièrement marquant.

Secteur de l'énergie et des mines

Production du phosphate

Au premier semestre 2026, la production de phosphate a atteint 1,73 million de tonnes, soit une baisse de 5,5 % par rapport aux 1,84 million de tonnes enregistrées durant la même période de 2025.

Le solde énergétique primaire

Sur les sept premiers mois de 2026, les ressources d'énergie primaire ont diminué de 5,8 %, passant de 2 060 à 1 940 ktep, alors que la demande énergétique a progressé de 3,3 %, de 5 603 à 5 787 ktep. Cette évolution traduit un creusement du déficit énergétique, qui passe de 3 543 à 3 847 ktep, soit un accroissement de 8,6 %.

Cette évolution met en évidence un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande d'énergie. La contraction des ressources nationales, conjuguée à la progression de la demande, renforce ainsi la dépendance de la Tunisie à l'égard des approvisionnements énergétiques extérieurs. Elle est également susceptible d'accroître la pression sur la facture énergétique avec des répercussions potentielles sur le déficit commercial et, plus largement, sur les équilibres extérieurs.

En définitive, l'évolution du bilan énergétique constitue un facteur de vulnérabilité croissante pour l'économie tunisienne, dans la mesure où la hausse de la demande intervient dans un contexte de recul des ressources disponibles. Ce qui appelle l'accélération du processus de développement des énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique.

Évolution du solde énergétique primaire (en ktep-pci*)

Bilan de l'énergie primaire	7 premiers mois 2025	7 premiers mois 2026	Variation
Ressources	2060	1940	-5,8 %
Demande	5603	5787	3,3 %
Solde	-3543	-3847	8,6 %

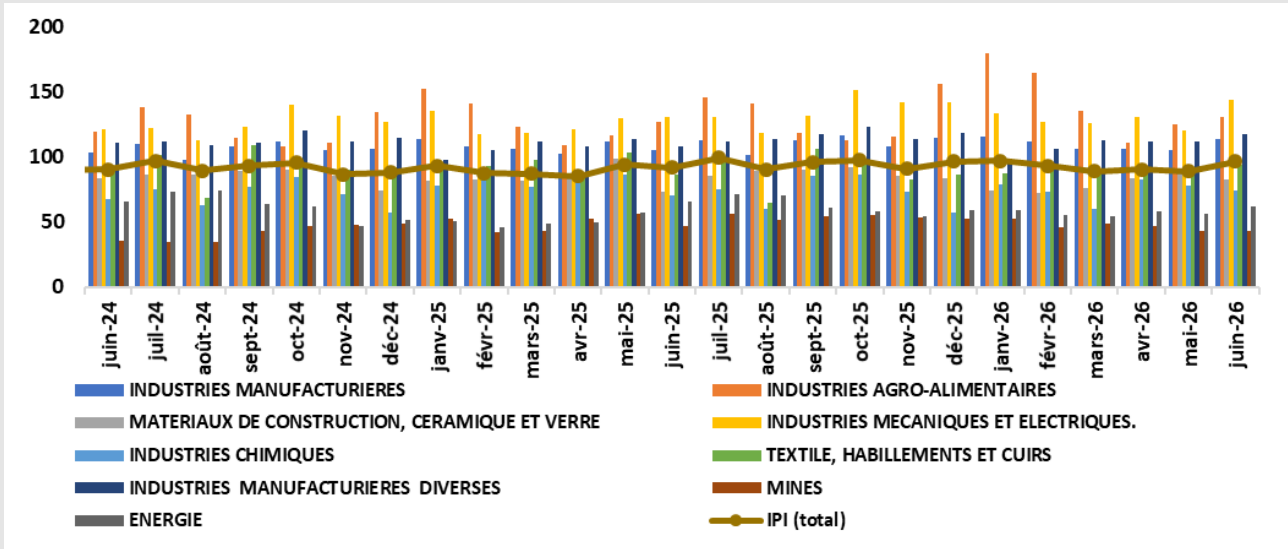
* kilo tonne équivalent pétrole (1000tep) - Pouvoir calorifique inférieur

Source : Observatoire National de l'Energie et des Mines

Production industrielle en volume (IPI)

L'indice de production industrielle a augmenté de 5 % sur un an en passant de 92.1 en juin 2025 à 96.7 en juin 2026. Cette hausse est due principalement à l'accroissement de la production dans le secteur des IMCCV (+13.7 %), des IME (+10.4 %), des industries diverses (+8.5 %), des THC (+7.8 %) et à un degré moindre des industries chimiques (+4.7%) et des IAA (+2.9 %). En revanche, la production a uniquement baissé dans le secteur des énergies (-4.9 %) et dans le secteur des mines (-7 %).

Évolution mensuelle de l'indice de production des industries manufacturières



Source : INS

II/ Investissement

Les intentions d'investissement industriel

Au cours des six premiers mois 2026, l'investissement déclaré dans le secteur industriel a atteint 1 057.9 MD, contre 955.1 MD durant la même période de 2025, enregistrant ainsi une hausse de 10.8 %.

Le nombre de projets industriels déclarés s'est, quant à lui, établi à 1 141 projets, contre 1 443 projets en 2025, soit une baisse de 20.9 %. Malgré cette diminution du nombre de projets, ceux-ci devraient permettre la création de 22 582 postes d'emploi, contre 15 564 postes durant les six premiers mois 2025, soit une progression de 45.1 %.

Ces résultats traduisent ainsi une évolution favorable de la qualité et de la taille des investissements industriels, avec moins de projets déclarés mais un volume d'investissement et un potentiel de création d'emplois plus importants.

Sur le plan sectoriel les branches qui ont contribué de manière significative à la progression des investissements déclarés au cours des six premiers mois 2026, sont les industries agroalimentaires, avec une hausse de 35.9 % des investissements déclarés, les IME qui ont enregistré une augmentation de 31 % des investissements déclarés et les industries divers avec une progression de 31 %.

Cependant, pour les investissements déclarés dans les activités de services ils ont progressé de 3.2 % malgré la baisse simultanée des nombres de projets et du nombre des emplois créés.

Evolution des intentions d'investissement industriel (en MD)

	6 premiers mois 2025	6 premiers mois 2026	Variation
Investissements industriels déclarés	955,1	1057,9	10,76 %
Nombre de projets industriels déclarés	1443	1141	-20,93 %
Nombre d'emplois créés dans l'industrie	15564	22582	45,09 %
Investissements déclarés dans les activités de services	506,8	523,4	3,28 %
Nombre de projets déclarés dans les activités de services	5134	3754	-27 %
Nombre d'emplois créés dans les activités de services	15004	12131	-19 %

Source : APII

Les investissements réalisés

Approbations des investissements agricoles

Durant les sept premiers mois de l'année 2026, le secteur agricole a enregistré une activité soutenue en matière d'approbation des opérations d'investissement. Au total, 3798 opérations d'investissement ont été approuvées, pour une valeur globale de 277.1 MDT, témoignant de la poursuite des efforts d'investissement et de développement dans le secteur agricole.

Les investissements approuvés par l'APIA devraient également avoir un impact positif sur le marché de l'emploi, avec la création prévue de 1475 emplois.

Flux d'Investissements Directs Etrangers IDE

Selon les données publiées par la FIPA, les investissements internationaux réalisés au cours du premier trimestre 2026 ont atteint 838.6 MDT, enregistrant une progression de 18.6 % par rapport à la même période de l'année 2025. Cette évolution traduit le maintien de l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers.

L'analyse de la structure de ces flux révèle que les investissements de portefeuille se sont élevés à 14.2 MDT, soit près du triple du montant enregistré durant le premier trimestre 2025.

Quant aux investissements directs étrangers (IDE), ils ont dépassé 824.4 MDT au cours des trois premiers mois de l'année, enregistrant une hausse de 17.2 % en glissement annuel.

La répartition sectorielle des IDE met en évidence la prédominance des industries manufacturières, qui ont capté 68.5 % du total des investissements directs étrangers, soit 564.4 MDT. Le secteur de l'énergie occupe la deuxième position avec 22.1 % des IDE, illustrant l'intérêt continu des investisseurs pour les projets énergétiques et les ressources naturelles. Les services ont, pour leur part, attiré 8.5 % des investissements, traduisant une amélioration progressive de l'attractivité des activités tertiaires. Quant au secteur agricole, il a bénéficié de 0.9 % des flux d'IDE, une part relativement modeste qui souligne l'existence d'un potentiel de développement encore important dans ce domaine.

III/ Chômage

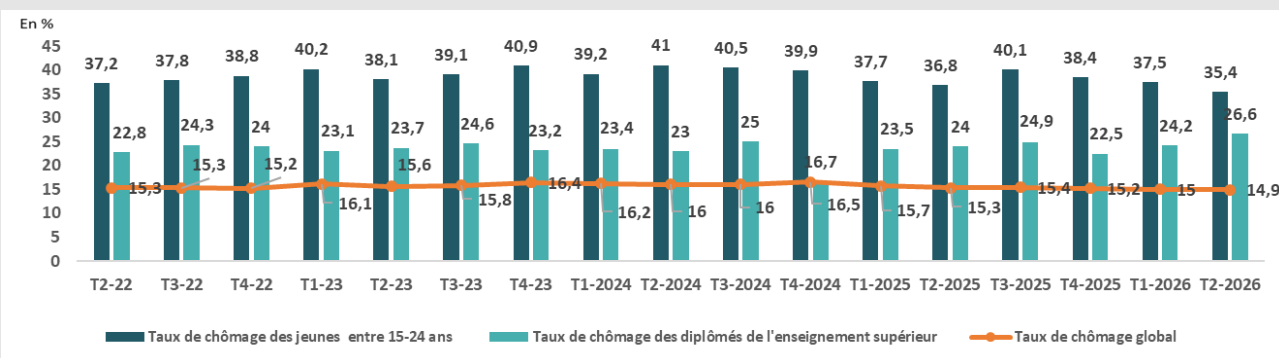
Le taux de chômage reflue légèrement au deuxième trimestre 2026 pour s'établir à 14,9 %, contre 15 % au premier trimestre de la même année.

L'évolution par genre montre que le taux de chômage des hommes a reculé à 11,8 %, contre 12,3 % au trimestre précédent, tandis que celui des femmes a augmenté à 21,6 % contre 20,7 %.

Les disparités territoriales persistent, avec un chômage plus élevé en milieu rural (15 %) qu'en milieu urbain (14,8 %).

Le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est décontracté à 35,4 % au deuxième trimestre 2026, contre 37,5 % au premier trimestre 2026. En revanche, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a grimpé à 26,6 % contre 24,2 %. Ce chômage reste marqué par genre, avec un taux de 14,2 % pour les hommes diplômés, contre 35,6 % pour les femmes diplômées, soulignant une inégalité flagrante.

Évolution du taux de chômage (en %)



Source : INS

IV/ Les Prix

Le niveau d'inflation

Le taux d'inflation repart à la hausse en août 2026 pour s'établir à 5,4 % contre 5,1 % au mois de juillet 2026. Toutefois, cette évolution masque des dynamiques contrastées selon les différents groupes de consommation.

Indice de Prix à la Consommation Familiale

	Variation mensuelle		Glissement annuelle	
	Juil-26	Août-26	Juil-26	Août-26
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,6	2,4	6,6	7,5
Boissons alcoolisées et tabac	0,4	0,2	1,3	1,4
Articles d'habillement et chaussures	0,3	-4,7	9,1	9,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,6	0,5	4,3	4,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	0,6	0,4	4,6	4,7
Santé	0,7	0,8	2,7	3,4
Transports	0,2	0,4	2,0	2,1
Communications	0,1	0,1	0,4	0,5
Loisirs et culture	0,7	0,3	4,4	4,3
Enseignement	0,1	0,9	5,5	5,4
Restaurants et hôtels	1,4	0,9	6,5	6,6
Biens et services divers	0,6	0,1	5,2	5,2
Ensemble	0,2	0,5	5,1	5,4

Source : INS

Contribution sectorielle à l'inflation

L'analyse des contributions par groupe des produits montre que les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » constituent le principal facteur expliquant la hausse de l'inflation. En glissement annuel, son taux passe de 6.6 % à 7.5 %, soit le plus important observé parmi l'ensemble des composantes du panier. En variation mensuelle, les prix augmentent de 2.4 % après une baisse de 0.46 % en juillet 2026.

Le groupe des articles d'habillement et chaussures continue à afficher le niveau d'inflation le plus élevé parmi les biens manufacturés, avec un taux annuel stable de 9 %. En termes de variation mensuelle, Les prix ont baissé de 4.7 % en août contre 0.3 % en juillet en raison des soldes d'été. Les meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer, progressent légèrement, au taux de 4.7 % contre 4.6 % en juillet.

Quant aux prix du logement, de l'eau, du gaz et de l'électricité, ils restent stables à 4.3 %.

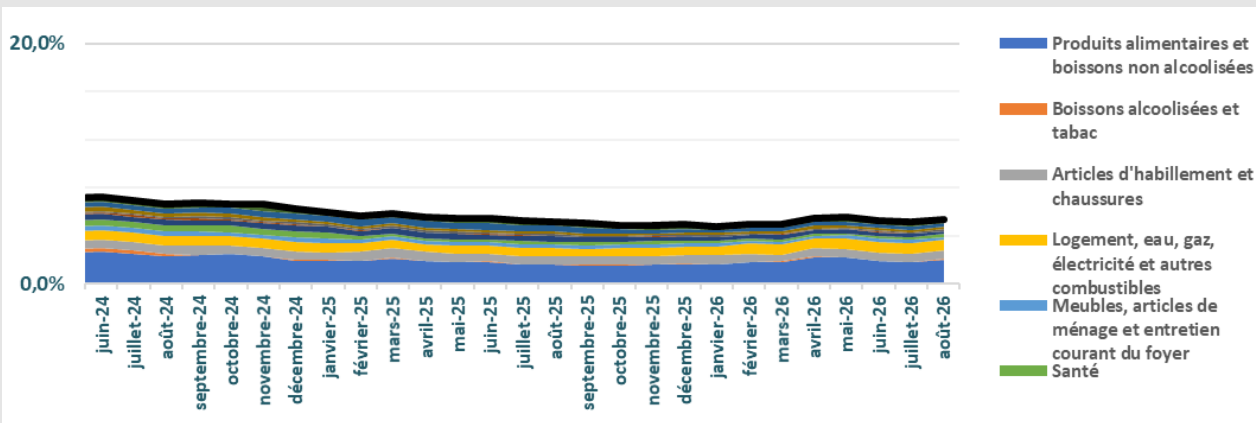
Pour le secteur de la santé, une accélération des prix a été enregistrée entre juillet et août passant de 2.7 % à 3.4 %.

En ce qui concerne les restaurants et hôtels ils enregistrent une hausse de leur prix à 6.6 % en juillet contre 6.5 % en août 2026.

Les loisirs et culture connaissent un ralentissement, avec une inflation annuelle passant de 4,4 % à 4,3 %.

En revanche, l'inflation demeure stable pour les biens et services divers.

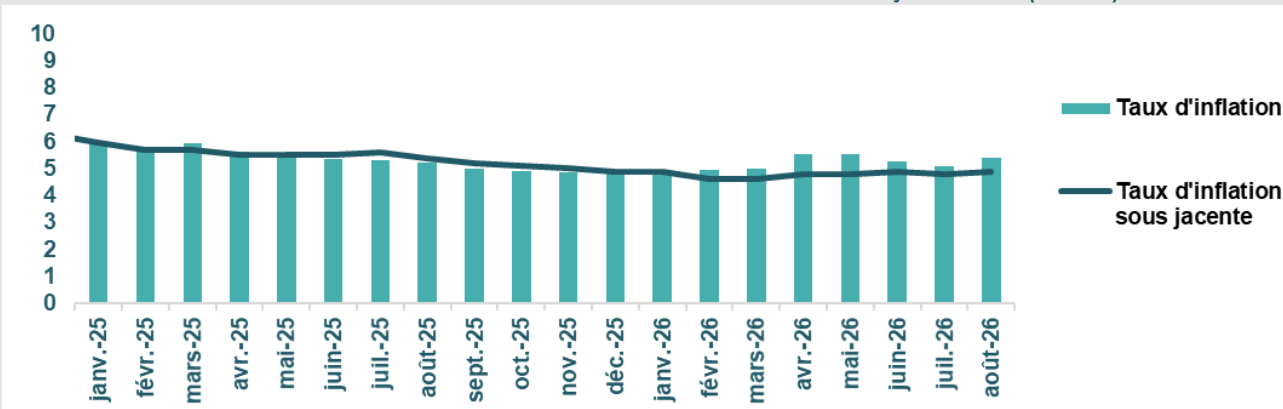
Contribution sectorielle à l'inflation



Source : INS

L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires), a légèrement augmenté en août 2026 pour atteindre 4.9 % contre 4.8 % en juillet 2026.

Evolution du taux d'inflation et du taux de l'inflation sous-jacente (en %)



Source : INS, prix courants

Produits Phares

Indice de prix de l'immobilier

Au cours du quatrième trimestre 2025, l'indice des prix de l'immobilier par type de bien, a connu un accroissement de 4.9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente pour les maisons et de 3 % pour les appartements, alors que les prix des terrains ont diminué de 3.4 %. En termes de glissement annuel, un accroissement est observé pour chaque type de bien immobilier, soit 15.4 % pour les maisons, 4.9 % pour les terrains et 0.1 % pour les appartements. Dans l'ensemble, les résultats du premier trimestre 2024 mettent en évidence la résilience du marché immobilier tunisien.

Indices des prix de l'immobilier par type de bien

	T1-2024	T2-2024	T3-2024	T4-2024	T1-2025	T2-2025	T3-2025	T4-2025
Terrains à usage d'habitation	177,6	188,1	183,6	188,1	192,7	191,2	192,0	195,6
Bâfis	178,2	175,9	176,4	177,1	178,8	184,4	186,5	187,1
Appartements	178,9	180,3	176,7	177,5	179,7	186,9	188,1	187,5
Maisons	171,9	161,3	175,7	176,1	176,5	178,3	182,6	185,9

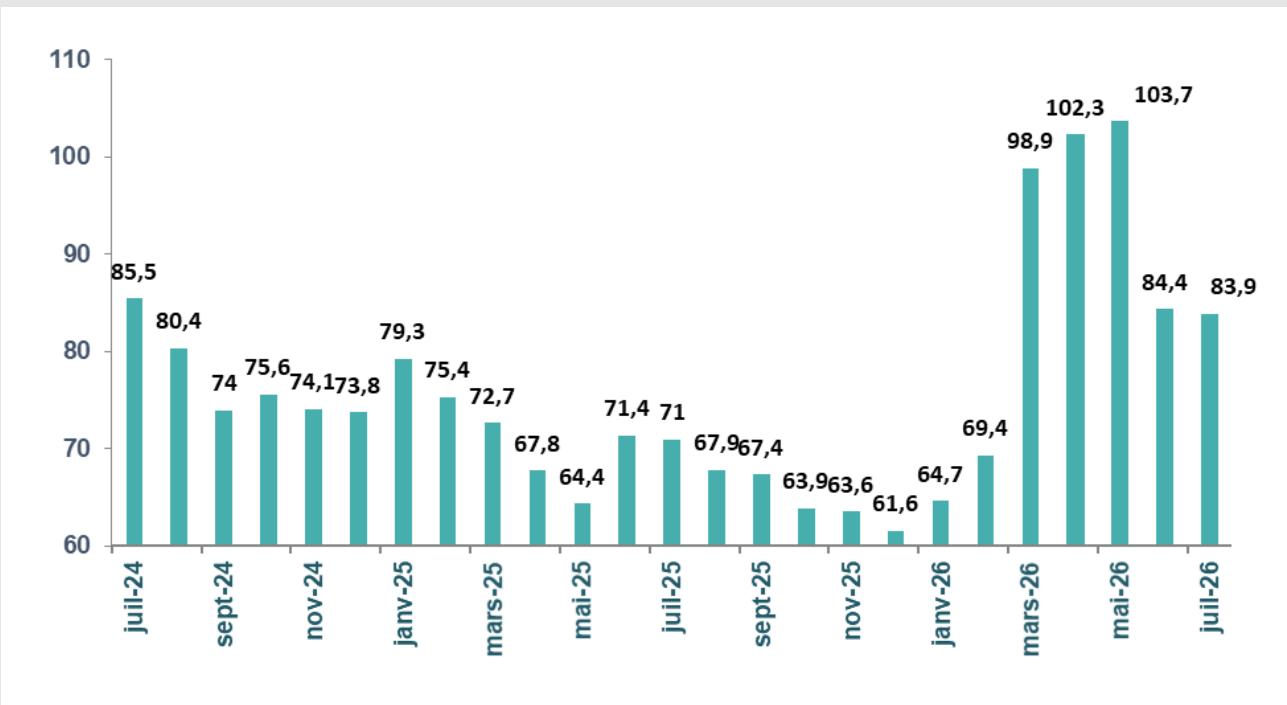
Source : INS

Cours des produits de base

Pétrole Brut

En juillet 2026, le cours moyen mensuel du pétrole brut (Brent) a chuté pour atteindre 83.9 \$, mais la volatilité reste élevée, tant que la situation dans le détroit d'Ormuz n'est pas pleinement résolue.

Evolution du cours moyen du Brent (en \$)

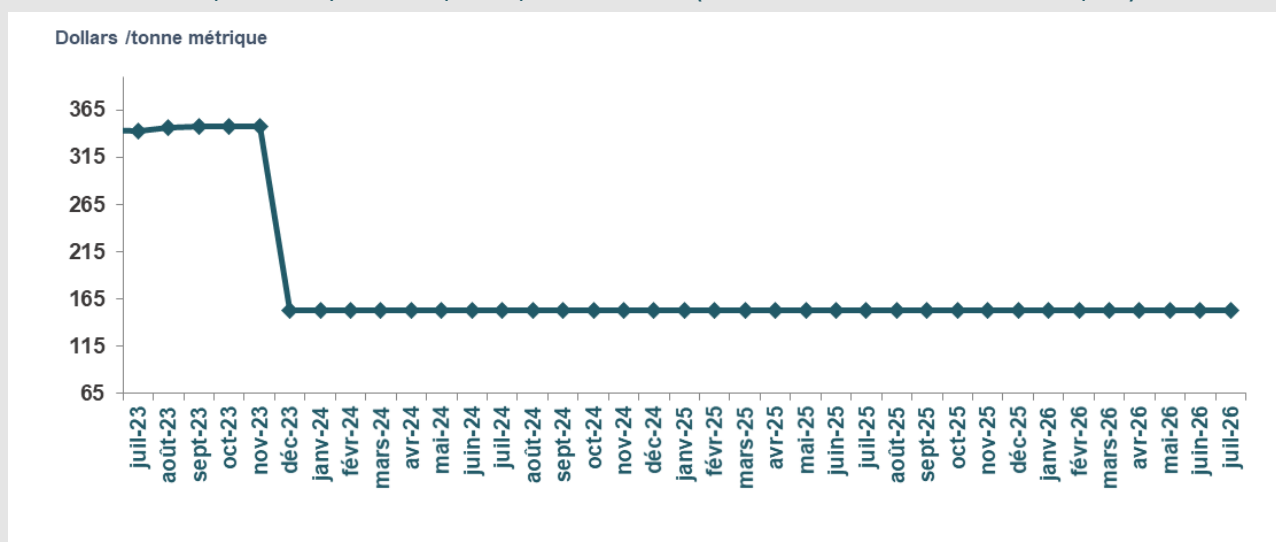


Source : Banque Mondiale

Cours du phosphate brut

Le maintien du prix moyen du phosphate brut autour de 152,50 dollars par tonne métrique entre décembre 2023 et juillet 2026 traduit ainsi une stabilité relative des conditions de marché du phosphate brut, malgré les évolutions de la demande mondiale, des coûts de production et du contexte économique international.

Evolution du prix moyen du phosphate brut (en Dollars / tonne métrique)

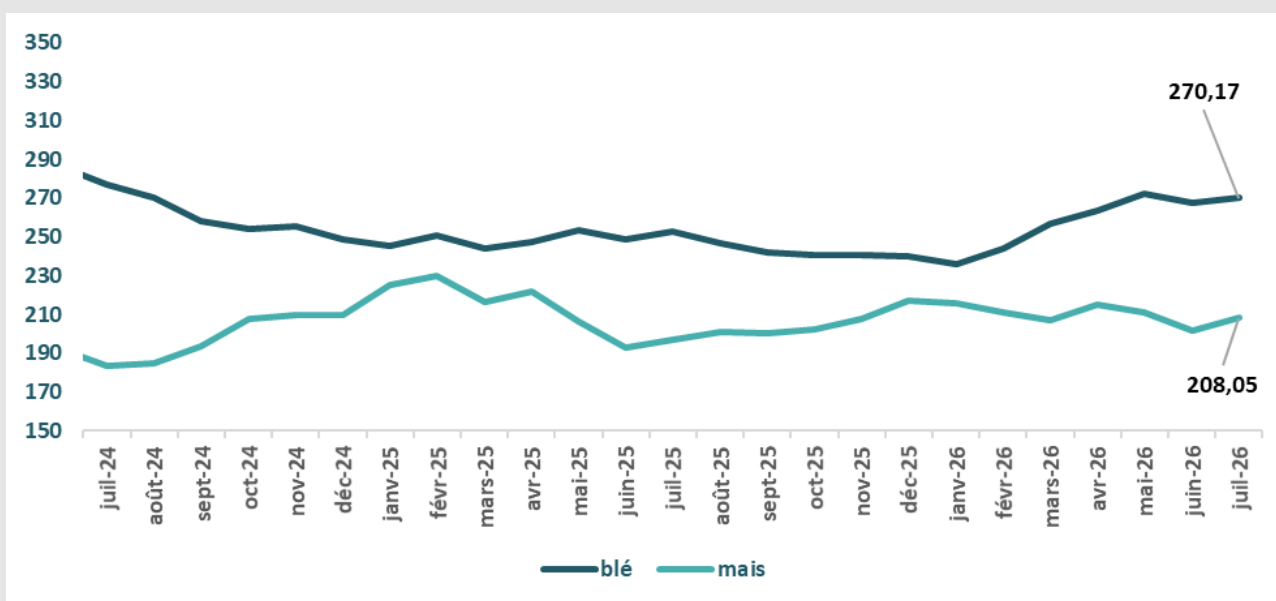


Source : FAO

Cours des Céréales

En juillet 2026, le marché des céréales a affiché une tendance à la hausse où le prix de la tonne métrique de blé s'est inscrite en hausse de 1 % par rapport au mois précédent et le prix du maïs a progressé de 3.1 % par rapport au mois de juin 2026.

Evolution du prix de blé et de maïs (en Dollars / tonne métrique)

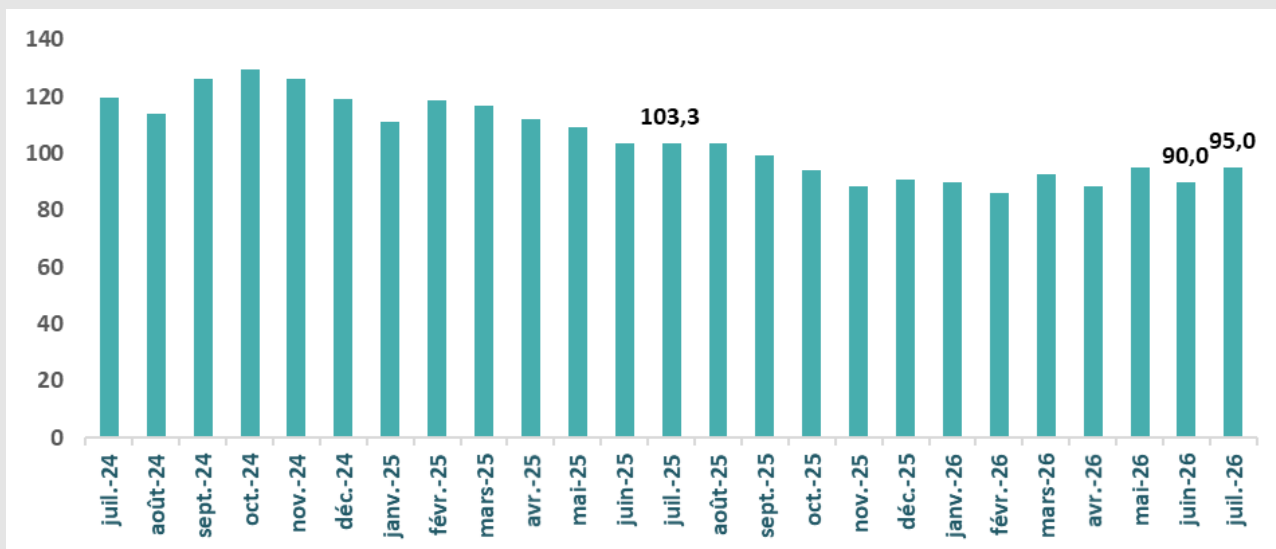


Source : FAO

Cours du Sucre

Le prix du sucre a augmenté en juillet 2026 de 5.6 % par rapport au mois de juin 2026.

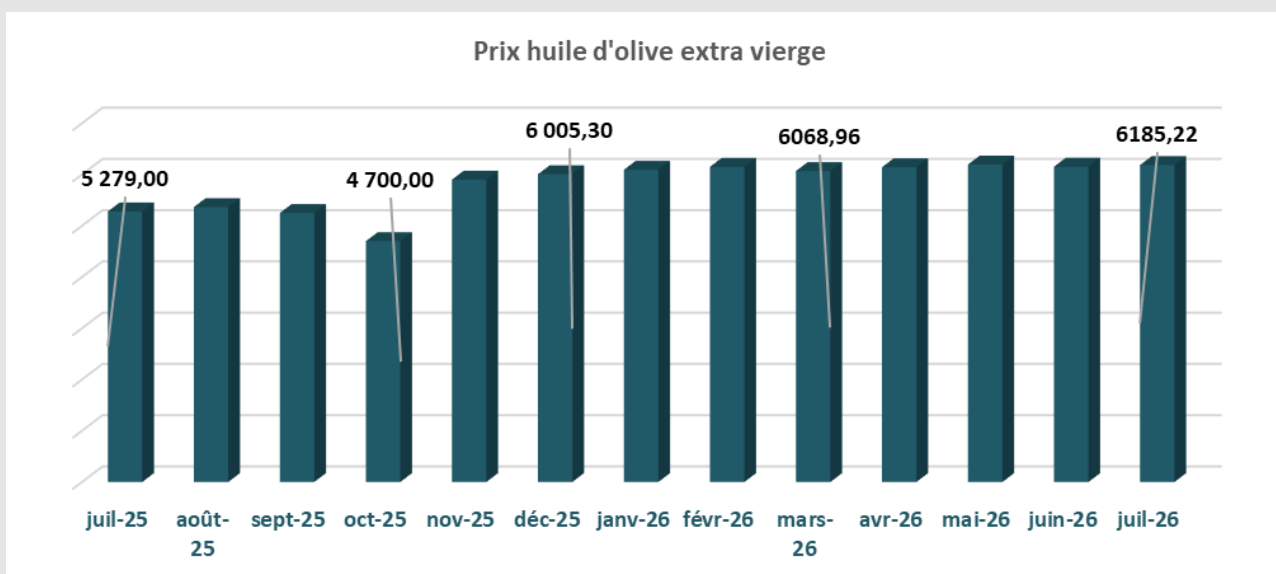
Evolution des prix du Sucre (en Dollars / Kg)



Source : FAO

Prix de l'Huile d'Olive Extra Vierge

Le prix de l'huile d'olive s'établit actuellement à 6 185.22, contre 6 153.58 le mois dernier et 5 279 il y a un an. Cela représente une variation de 0.5 % par rapport au mois dernier, ce qui atteste d'une certaine stabilité du marché à court et 15.3 % en termes de variation annuelle. Cette augmentation souligne une appréciation significative du prix de l'huile d'olive par rapport à son niveau enregistré un an auparavant.



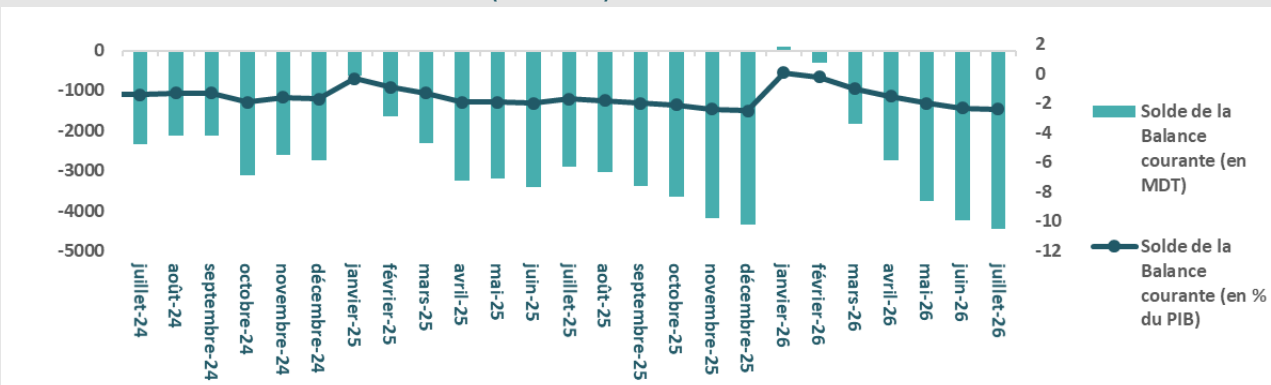
Source : Banque Mondiale

V/ Balance des paiements

Solde de la Balance courante (MD)

Le déficit courant s'est établi à 4442.6 MDT à fin juillet 2026, représentant 2.4 % du PIB.

Solde de la balance courante (en MD)



Source : BCT

Commerce extérieur

Echanges des biens

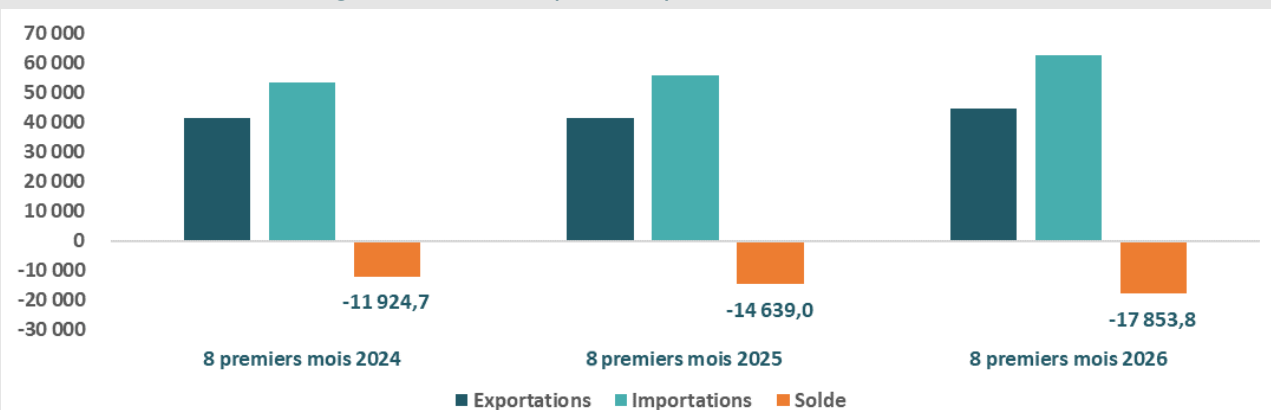
Au cours des huit premiers mois de 2026 et en comparaison à la même période de l'année précédente, les échanges commerciaux de la Tunisie ont connu une dynamique contrastée. Là où il a été enregistré une progression des exportations de 8 %, en deçà du rythme d'augmentation des importations (11.6 %). Le déficit de la balance commerciale s'est fortement creusé pour s'établir à 17853.8 MD contre 14639 MD, avec un taux de couverture de 71.4 % contre 73.9 % durant la même période en 2025.

Les exportations affichent des résultats contrastés selon les secteurs. La croissance est portée par l'énergie (+44.3 %), l'agroalimentaire (+20.8 %) et les industries mécaniques et électriques (+8.5 %). En revanche, l'activité se contracte dans le secteur mines, phosphates et dérivés (-12 %), ainsi que dans le textile, habillement et cuirs (-4.8 %).

Quant aux importations, elles ont atteint 62525.4 MDT contre 56011.3 MDT, durant la même période de l'année 2025, soit une hausse de 11.6 %.

Selon le groupement des produits, les importations ont enregistré une augmentation au niveau de tous les groupes, notamment, les produits alimentaires de (+37 %), les produits miniers et phosphatés (+36.7 %), les produits énergétiques de +28.3 %, les biens d'équipement de +8.8 %, les produits intermédiaires (+6 %) et les biens de consommation de +2.2 %.

Evolution des échanges extérieurs (en MD)

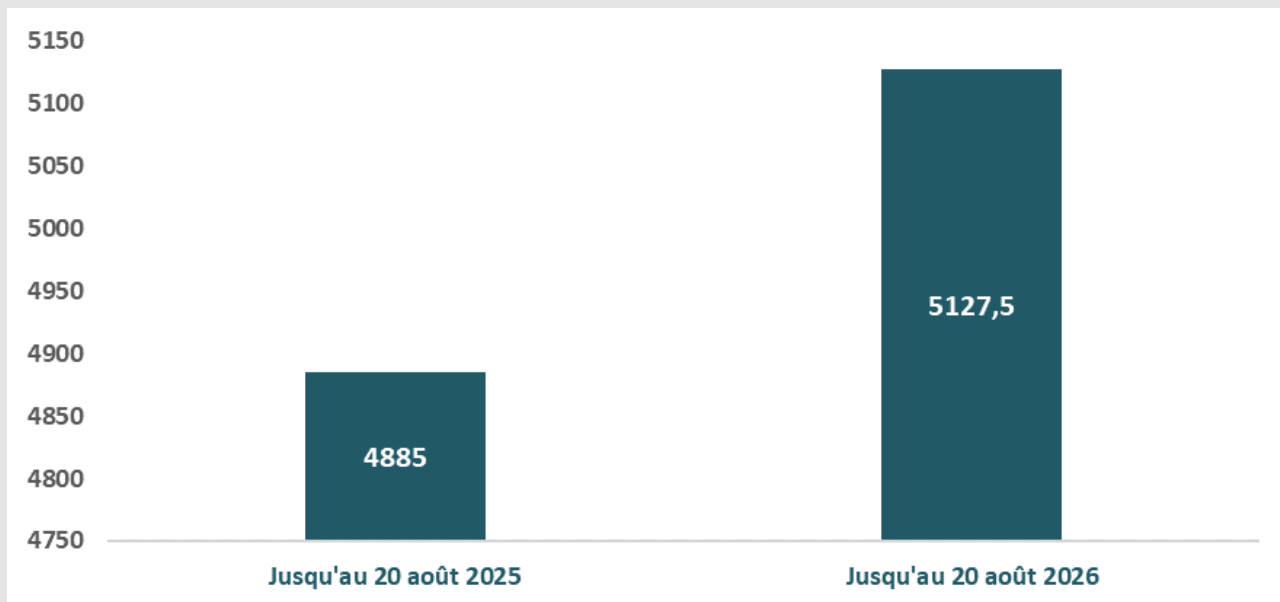


Source : INS

Recettes touristiques

Jusqu'au fin août 2026, le secteur touristique a enregistré une progression des recettes cumulées de 5 % par rapport à la même période de 2025.

Evolution des recettes touristiques (en MD)

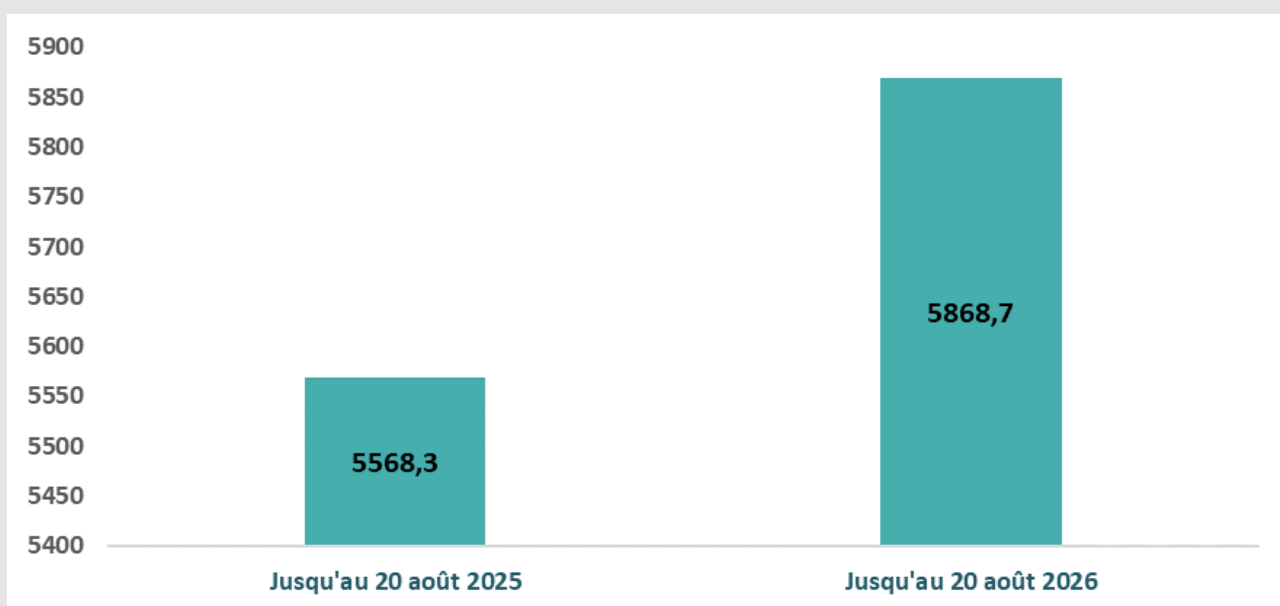


Source : BCT

Evolution des revenus du travail

Les revenus cumulés du travail jusqu'au 20 août 2026, ont progressé de 5.4 % par rapport à la même période de 2025.

Evolution des revenus du travail (en MD)



Source : BCT

Opérations financières

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est fortement creusé au deuxième trimestre 2026, pour atteindre 2 406,7 MDT, contre 1 834,2 MDT au premier trimestre, soit une aggravation de 572,5 MDT. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement du déficit de la balance des biens et services, qui est passé de 3 639,0 MDT à 4 491,1 MDT. Cette détérioration résulte essentiellement de l'aggravation du déficit de la balance des biens (FOB/FOB), passant de 8 050,8 MDT au premier trimestre à 10 344,6 MDT au deuxième trimestre, soit une dégradation de 2 293,8 MDT en seulement trois mois.

Cette situation a toutefois été partiellement atténuée par l'excédent de la balance des services et l'amélioration du solde des revenus, qui a permis de limiter l'aggravation du déficit courant. Néanmoins, l'évolution du deuxième trimestre traduit une accentuation de la vulnérabilité extérieure de l'économie, principalement liée à la détérioration du déficit commercial des biens.

Cette configuration appelle la nécessité de renforcer la compétitivité des exportations, et la consolidation des secteurs générateurs de recettes en devises, notamment les services.

Evolution des principaux indicateurs des paiements extérieurs (MD)

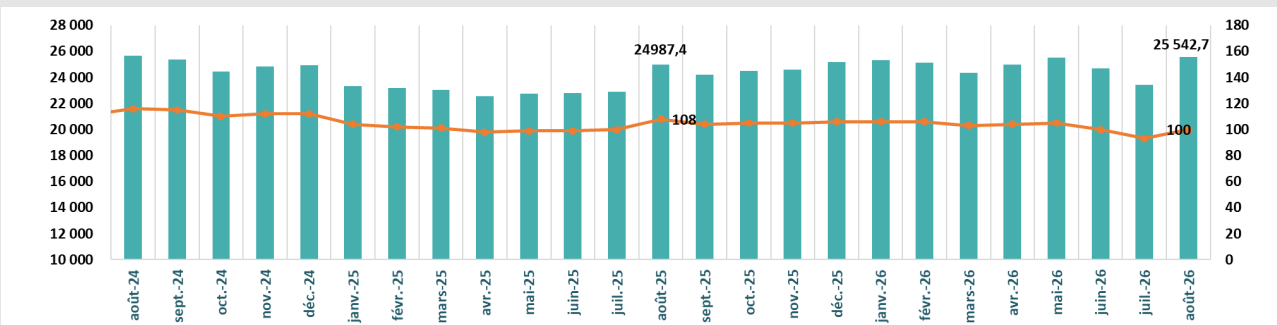
Date/Indicateurs	Année 2025	1 ^{er} Trimestre 2026	2 ^{ème} Trimestre 2026
Compte des transactions courantes	-4038,2	-1834,2	-2406,7
Biens et Services	-10734,1	-3639	-4491,1
Biens (FOB)	-34529,8	-8050,8	-10344,6
Services	23795,7	4411,8	5853,5
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	16396,8	3787,6	4411,5
Transports	-702,7	-638,7	-706,6
Voyages	6498,8	859	1635,8
dont : Services liés au tourisme	6695,5	1138,5	1609
Autres services	1602,8	403,9	512,8
Revenu primaire et Revenu secondaire	6695,9	1804,8	2084,4
Revenus des investissements	-5542,5	-1168,6	-1106,6
Revenus du travail	11231,3	2690,8	2911,7
Autres revenus	1007,1	282,6	279,3
Compte de capital	843,1	356,9	37,2
Compte financier	-1964,9	-1477,3	-2369,5
Investissements directs	-3336,5	-771,7	-985,9
Investissements de portefeuille	3105,4	-12,3	5,2
Autres investissements	34,9	-334,8	-1638,2
Avoirs de réserve	-1768,7	-358,5	249,4
Opérations d'ajustement (Flux nets)	1230,2		

Source : BCT

Avoirs nets en devises

En août 2026, les avoirs nets en devises ont atteint 25542.7 MD contre 24987.4 MD, à la même période en 2025, soit l'équivalent de 100 jours d'importation, contre 108 jours d'importation une année auparavant.

Evolution des avoirs nets en devises (en MD et en jours d'importation)



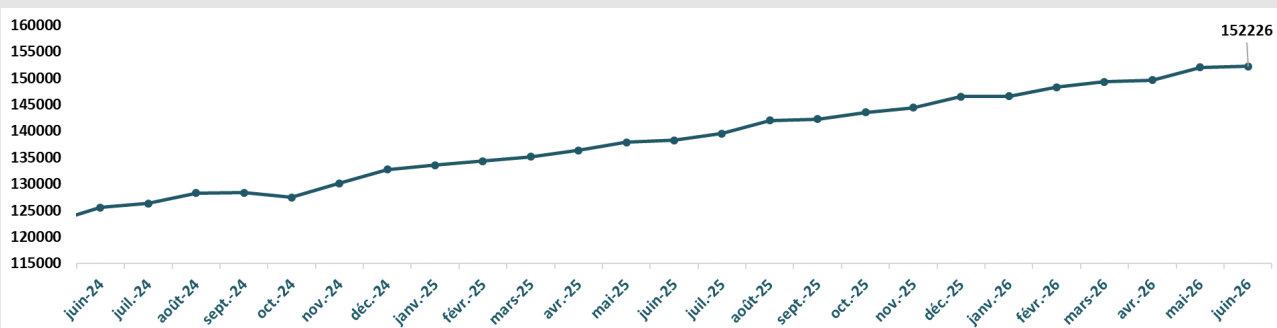
Source : BCT

Le volume global du refinancement à la fin du mois d'août a atteint 10250.9 MD contre 12414.3 MD une année auparavant, soit une contraction de 17.4 %.

VI/ Monnaie

La masse monétaire au sens de M3 s'est accrue au mois de juin 2026 de 10.1 % en glissement annuel.

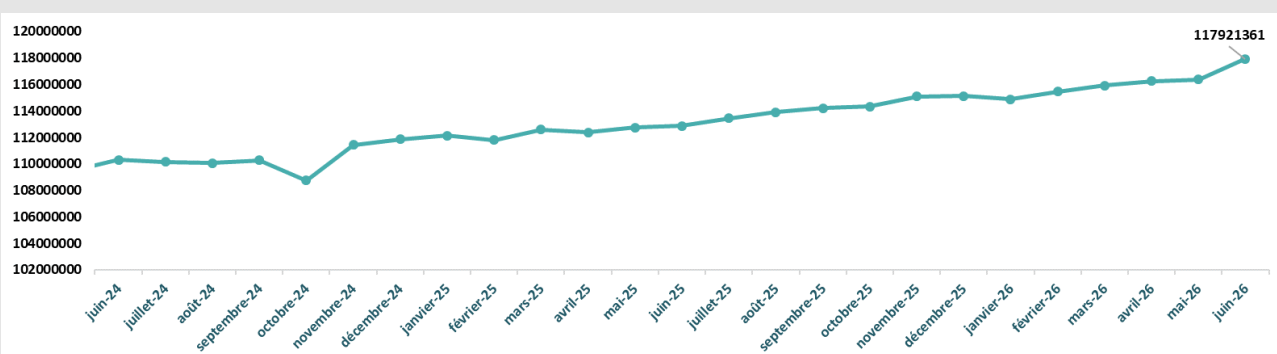
Évolution de la masse monétaire M3 (en MD)



Source : BCT

Du côté des emplois, les crédits à l'économie ont atteint 117921361 MD en juin 2026, contre 112880695 MD en juin 2025, soit un accroissement de 4.5 %.

Évolution des Crédits à l'Economie (en MD)

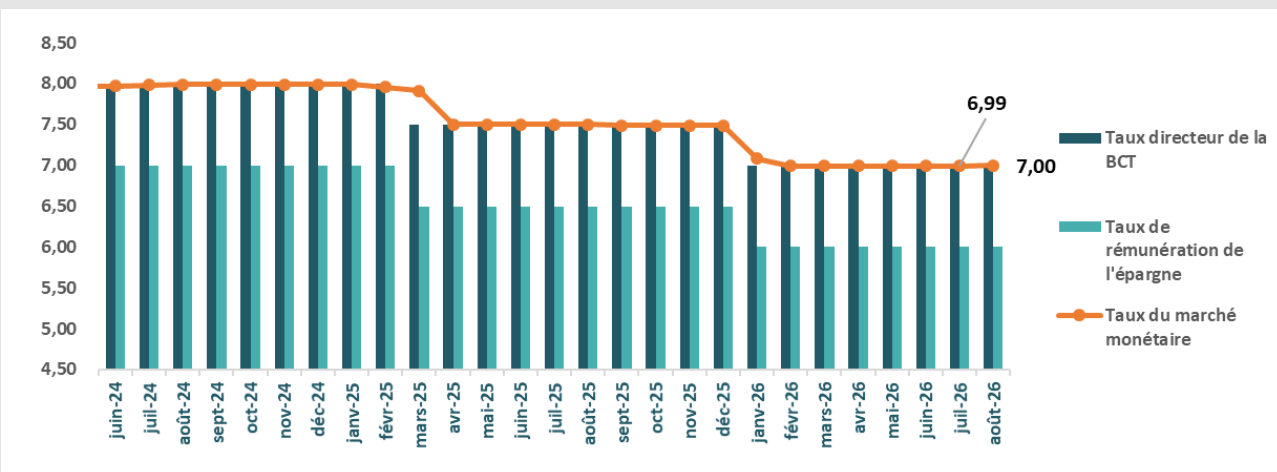


Source : BCT

Marché monétaire

Après une stabilisation à 8 % jusqu'au début de 2025, le taux directeur de la BCT s'est inscrit dans une trajectoire de détente progressive, passant à 7,5 % en 2025 puis à 7 % en 2026. Cette orientation s'est accompagnée d'un ajustement quasi parallèle du taux du marché monétaire et d'une baisse de la rémunération de l'épargne. L'évolution traduit ainsi un assouplissement graduel de la politique monétaire et des conditions de financement, tout en conservant un niveau de taux relativement élevé.

Taux directeur de la BCT et Taux du Marché Monétaire (en%)

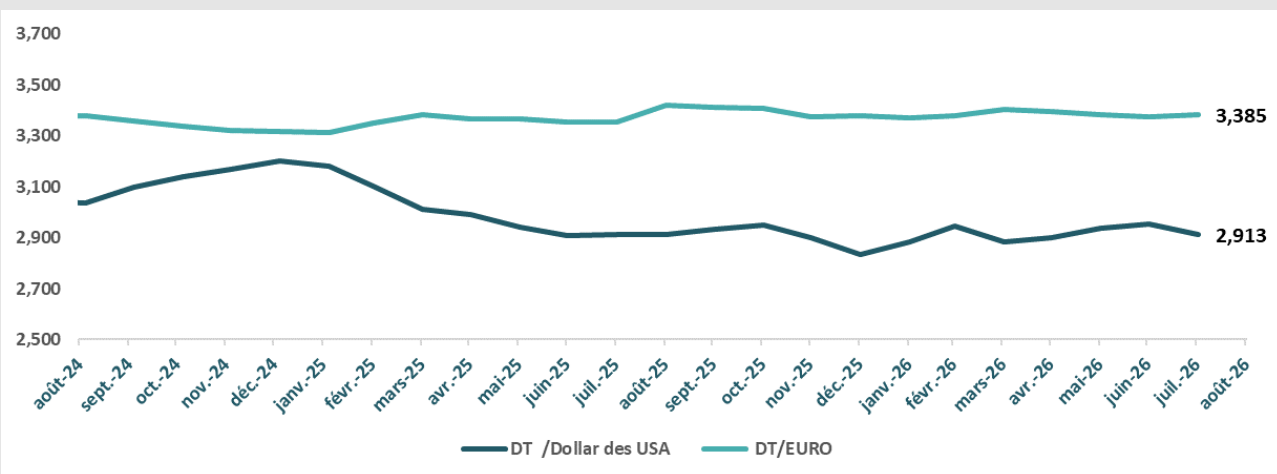


Source : BCT

VII/ Change

En août 2026, le dinar tunisien s'est apprécié, en moyenne, contre le dollar américain, valant 2.913 DT contre 2.954 DT au mois de juillet alors que face à l'euro, la monnaie nationale s'est dépréciée, portant ainsi le taux de change Euro/ Dinar à 3.385 DT contre 3.374 DT en juillet.

Evolution du taux de change



Source : BCT

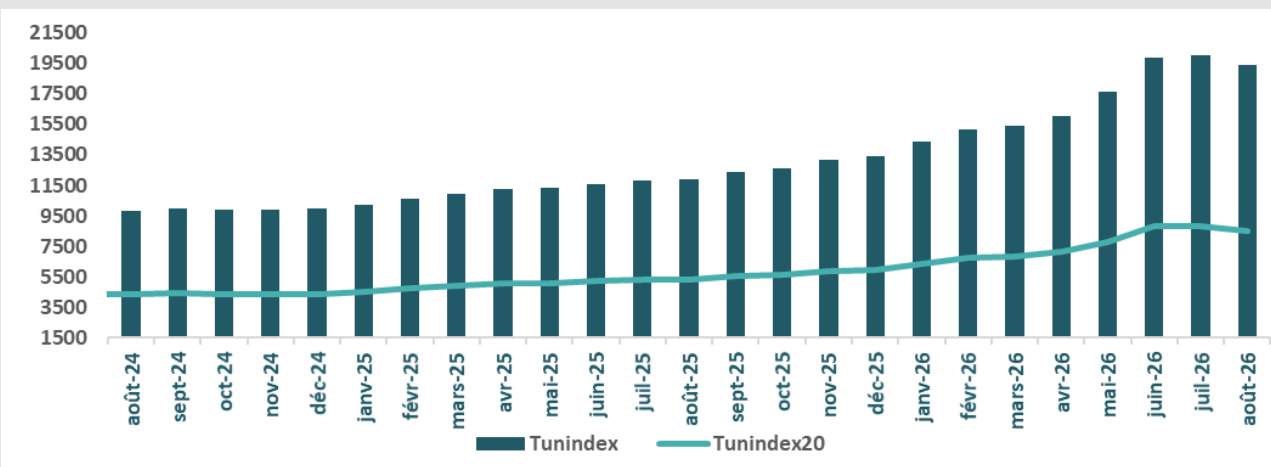
Globalement, les mouvements du taux de change observés en août 2026 restent modérés. Leur impact dépend toutefois de la structure des échanges extérieurs.

VIII/ Marché financier

Tunindex et Tunindex20

Le marché boursier tunisien a enregistré une correction en août 2026. Le Tunindex a reculé de 3,2 %, passant de 20 038,09 points en juillet à 19 406,31 points en août. Le Tunindex20 a également enregistré une baisse de 3,5 %, pour s'établir à 8 512,70 points, contre 8 820,67 points le mois précédent. Cette évolution traduit un repli généralisé des principaux indices du marché au cours du mois. Elle est susceptible d'affecter la valorisation des entreprises cotées et les conditions de mobilisation de fonds propres sur le marché. Néanmoins, l'ampleur de ces effets dépend de la durée de la correction des valeurs du marché.

Evolution Tunindex et Tunindex20 (en points)

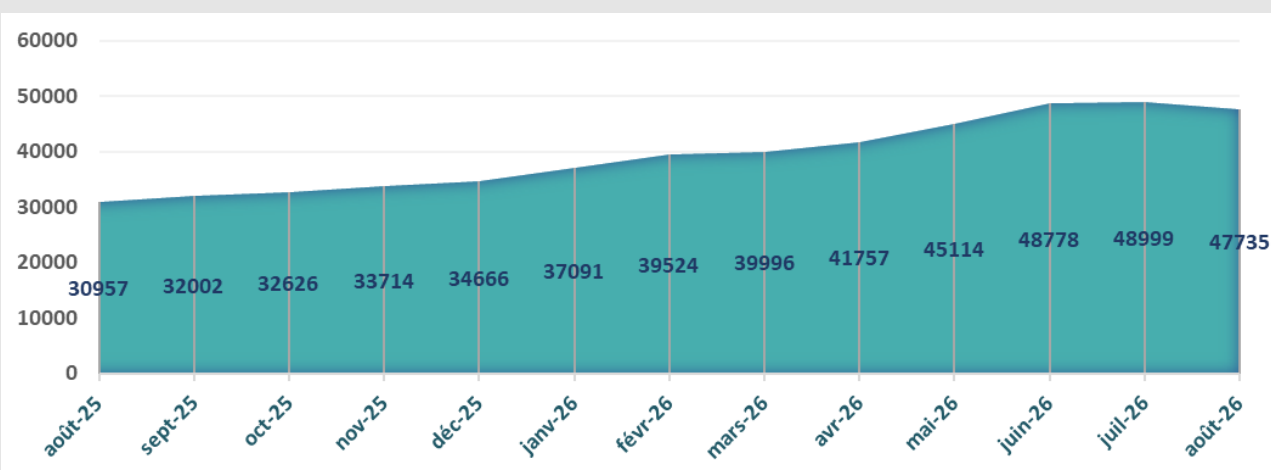


Source : BVMT

Capitalisation boursière et indices sectoriels

La capitalisation boursière du marché est passé à 47735 MD durant le mois d'août 2026 contre 30957 en août 2025. Par ailleurs, la participation étrangère de l'ordre de 18.1 %. La répartition de la capitalisation boursière dénote de la prééminence du secteur bancaire avec une part de 46 %, suivi par le secteur agro-alimentaire et boissons avec 23.4 %, le secteur d'assurance (6.3 %) et le secteur de distribution (5.4 %), alors que la part des autres secteurs est inférieure à 5 %.

Evolution du cumul de la capitalisation boursière



Source : BVMT

IX/ Finances publiques

L'année 2025 est clôturée par un déficit budgétaire de 8.975 MD, contre 10.097 MD en 2024. Ce déficit représente respectivement 5.2% et 6.3 % du PIB.

Les recettes budgétaires de l'État ont atteint 49.699 MD, enregistrant une hausse de 5.7 % par rapport à 2024. Les recettes fiscales sont atteintes 44.750 MD, en progression de 7.3 %, alors que les recettes non fiscales se sont accrues de 1.8 % pour atteindre 4.746 MD.

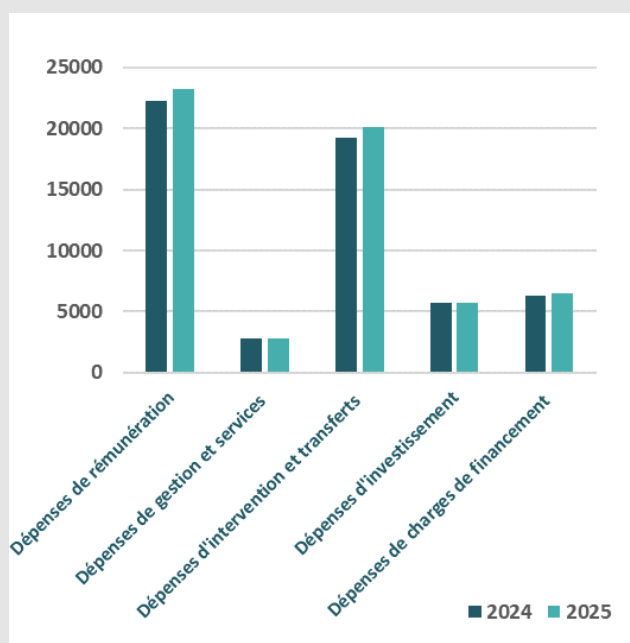
La pression fiscale a ainsi atteint 25.9 % du PIB en 2025 contre 26.1 % en 2024.

Les dépenses publiques ont augmenté de 3.5 % pour atteindre 58.471 MD, soit un excédent de près de 2 MD par rapport à 2024. Cette augmentation est notamment portée par les charges de personnel, en hausse de 4.5 %, et par les dépenses de fonctionnement, qui ont respectivement accru de 1.2 % et 4.6 %.

En revanche, les dépenses d'investissement ont légèrement reculé de 0.3 %, pour atteindre 5.730 MD.

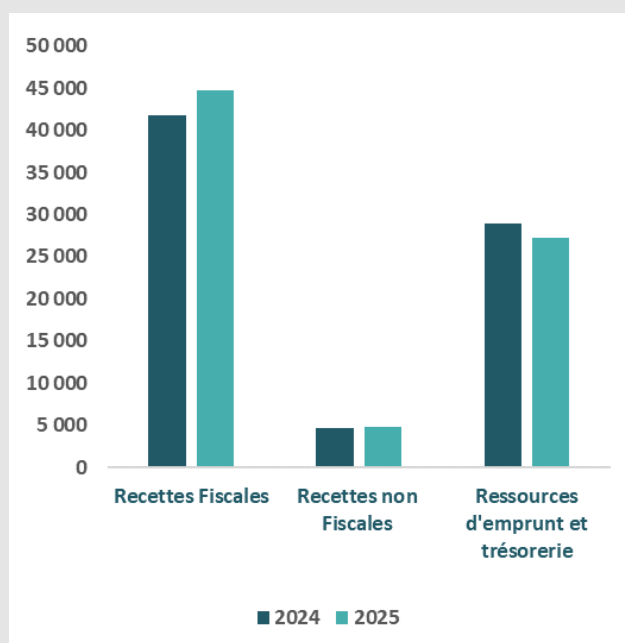
À la fin 2025, l'encours de la dette publique représentait 82.1 % du PIB, contre 84.9 % pour l'année 2024, et ce, suite au remboursement de 17.830 MD au titre du principal, répartis entre 9.674 MD pour la dette extérieure et 8.804 MD pour la dette intérieure.

Dépenses budgétaires (en MD)



Source : Ministère des Finances

Ressources budgétaires (en MD)



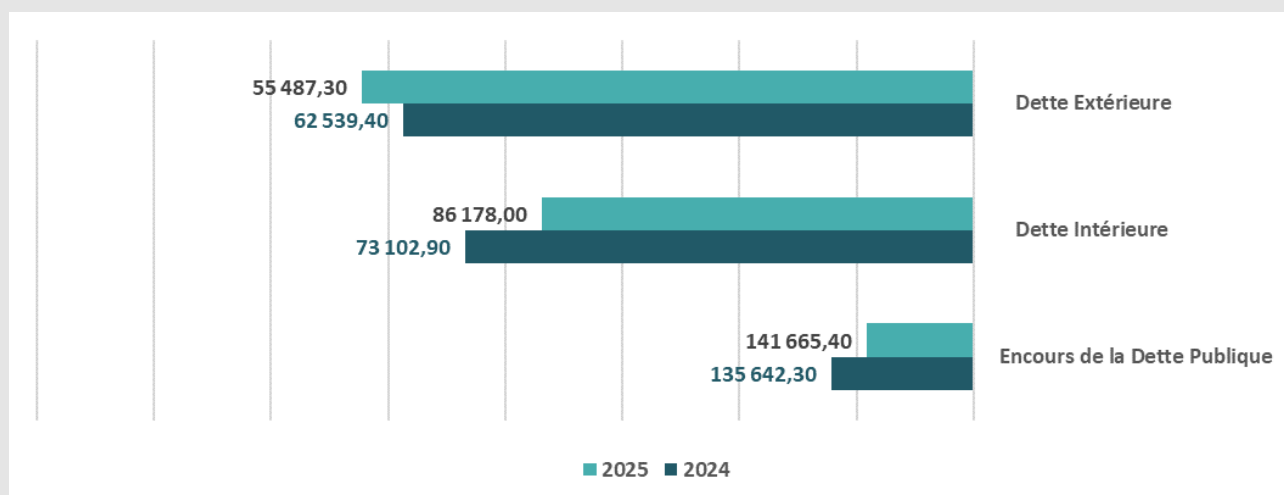
Source : Ministère des Finances

Solde budgétaire (en MD)



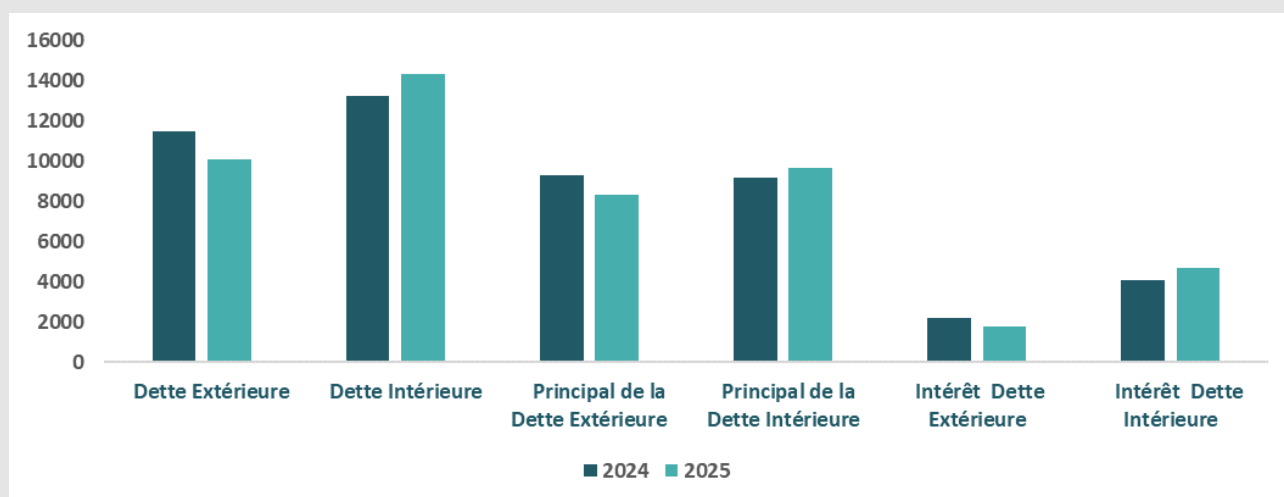
Source : Ministère des Finances

Encours de la dette publique (en MD)



Source : Ministère des Finances

Service de la dette publique (en MD)



Source : Ministère des Finances

Tableau de Bord de la Conjoncture Économique

A O Û T 2 0 2 6



ITCEQ

www.itceq.tn